

écco

4
Décembre

Edition
colis

EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP14 - MOP4, Poznan, Décembre 2008.

Gestion des risques : un business risqué ?

Dans le domaine des changements climatiques, la gestion des risques ne se résume pas à des mécanismes d'assurance traditionnels. Comme le rappelle le cadre de Hyogo sur la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles adopté par 168 pays (2005), cela inclut en premier lieu des activités comme la construction d'infrastructures résistantes aux aléas climatiques, des études d'évaluation des risques, la mise en place de systèmes d'alerte précoce, notamment auprès des populations les plus vulnérables vivant près des côtes, des montagnes ou dans les villes.

Pas besoin de réinventer la roue ! Les Parties doivent s'inspirer de l'expérience acquise par les différents acteurs et mettre les populations les plus vulnérables au cœur du processus de décision sur l'adaptation et la gestion des risques. L'atelier d'aujourd'hui doit permettre de renforcer les synergies entre ces deux processus. Il doit mettre l'accent en particulier sur :

- ° Le renforcement des capacités locales sur l'évaluation des risques climatiques ;
- ° Des solutions concrètes prioritaires pour les plus vulnérables ;
- ° Un financement de l'adaptation équitable et participatif couvrant toutes les activités de gestion des risques (réduction, prévention et réponse).

La gestion des risques est donc avant tout une histoire de prévention et de résilience. L'assurance n'arrive qu'au second plan et si elle peut jouer un rôle important en cas d'aléas climatiques sévères, elle doit être conçue pour :

- ° Intégrer différents types de risques ;
- ° Etre accessible aux plus vulnérables sans les mettre dans des situations financières difficiles ;
- ° Transparente, afin de ne pas privilégier la recherche de profits par les assureurs, mais bien une protection accessible à tous.

Si des synergies ne sont pas créées entre la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles et l'adaptation aux changements climatiques, les ressources seront purement et simplement gaspillées.



Technologies : l'UE doit faire un pas en avant !

À Accra et à Bonn, l'Union européenne n'avait malheureusement pas de propositions concrètes sur le transfert de technologies. Les négociateurs européens avaient pourtant promis qu'ils allaient se mettre au travail car il était indispensable que l'UE dévoile une position sur ce sujet à Poznan.

Les pays en développement ont clairement souhaité que les transferts technologiques soient au cœur de l'accord de Copenhague et compte tenu des engagements des pays de l'Annexe I à Bali, il était légitime de s'attendre à ce que l'UE fasse des propositions. Mais sa soumission sur les technologies (14 nov.) est décevante par rapport aux attentes que suscite ce sujet, faisant principalement référence à des accords volontaires.

Pour reprendre son rôle de leader à Poznan, l'UE doit proposer des solutions concrètes.

ECO a quelques idées à lui soumettre :

- ° Mettre en place une coopération globale sur le développement de technologies, en insistant sur l'innovation et la diffusion des technologies, et pas uniquement sur leur transfert.

° Soutenir des " Programmes d'action Technologiques" pour les technologies et les innovations sous l'angle de l'adaptation et de l'atténuation.

° Annoncer clairement au groupe du G77/Chine que l'UE prend au sérieux sa proposition de Nouveau Fonds Multilatéral pour les Technologies Climatiques (MCTF), et que cela servira de base aux discussions .

° Mettre l'accent sur la nécessité de fournir un support technique et financier aux pays en développement pour qu'ils renforcent leur propre capacité d'innovation et d'absorption des technologies.

(Suite article page 1, colonne droite)

° Reconnaître que là où les droits de propriété intellectuelle freinent l'accès aux technologies, une convention devrait être établie pour équilibrer l'incitation à l'innovation et l'obligation de partager les technologies pour résoudre le problème climatique.

Prendre tous ces aspects en considération serait une bonne base pour la proposition que fera l'UE en mars prochain. ECO sait que de nombreux négociateurs européens ont apprécié la proposition constructive du G77/Chine, mais que les ministres des finances sont beaucoup moins allants. Cependant, l'urgence climatique oblige à regarder plus loin que les simples équilibres commerciaux.

Après Bali, nous sommes ici à un autre virage. Il s'agit de rendre concrètes les décisions du Plan d'Action décidé l'an dernier. L'UE doit assumer pleinement son rôle sur ce sujet aussi.



Un risque plus élevé d'augmentation du niveau des mers

Les dernières données scientifiques semblent indiquer que les prévisions du 4^e rapport du GIEC sur l'élévation du niveau des mers – entre +0,18 et +0,59 mètre d'ici 2100 – seraient sous-évaluées. Lors d'un side-event organisé mardi soir, le Professeur Stefan Rahmstorf du *Potsdam Institute* a expliqué qu'une meilleure compréhension du processus de fonte des glaciers permettait d'avancer que les données devaient probablement être doublées par rapport aux estimations précédentes. Le risque d'élévation du niveau des mers irait bien au-delà d'un mètre...

Ces résultats sont corroborés par une étude indépendante réalisée par la Commission Delta des Pays-Bas, en charge des données nécessaires à la planification des digues. Elle montre que les zones côtières à travers le monde, habitées par des millions de personnes, sont bien plus vulnérables que ce qui avait été estimé jusqu'alors. Par exemple, une augmentation d'un mètre du niveau des mers devrait :

- ° Submerger complètement les Maldives et beaucoup d'autres petits États insulaires ;
- ° Inonder 17% du Bangladesh, déplaçant des dizaines de millions de personnes et réduisant les terres arables de 50% ;
- ° Affecter plus de 9 millions de personnes au Vietnam.

Ces mauvaises nouvelles sur les impacts montrent qu'il est plus important que jamais de limiter au maximum le réchauffement climatique. De telles informations rappellent aux délégués l'importance qu'il y a, ici à Poznan, de progresser sur la route de Copenhague !

Un monde sans carbone ? Chiche !

Il semble que tout le monde n'ait pas bien compris l'urgence dans laquelle nous nous trouvons. Bien des participants à cette conférence n'ont pas saisi que les dernières données scientifiques sur le réchauffement montre une situation encore plus urgente que prévue. Par exemple, avec +2°C au niveau mondial, l'élévation du niveau des océans serait plus importante que ce qui était prévu par le GIEC. Selon de nouveaux éléments, comme le rapport disponible sur climatesafety.org, la montée des eaux d'ici la fin du siècle pourrait se compter en mètres, plutôt qu'en centimètres (voir article ci-contre).

Te rignoler plus longtemps serait comme jouer l'avenir de nos enfants à la roulette russe. Si nous voulons éviter l'emballement du système, il faut permettre à la planète de retourner à des concentrations de CO₂ de 350 ppm aussi rapidement qu'il est humainement possible de le faire, et les pays de l'Annexe I doivent donner l'exemple.

Une décarbonisation rapide de la planète est bien sûr un défi sans précédent, à la fois pour l'économie mondiale et pour la démocratie. La bonne nouvelle est que des scénarios "zéro-carbone", tels que ceux compilés par INFORSE et plusieurs autres, révèlent que cette solution est encore du domaine du possible, même en se passant de charbon ou de nucléaire, et cela en quelques décennies.

Ces scénarios se basent sur l'expertise

développée pendant les 30 dernières années pour offrir aux politiques une manière efficace d'articuler les innovations en termes de transport, de logement, d'énergie, d'industrie, de production alimentaire, d'économie etc.

En repensant notre rapport à l'énergie et en utilisant les solutions qui existent déjà, nous pouvons atteindre le même niveau de confort et de développement avec seulement la moitié de l'énergie que nous utilisons aujourd'hui, voire moins. L'énergie utilisée par habitant dans la plupart des pays industrialisés a plus que doublé depuis les années 1960, alors que le bonheur humain est resté constant. À partir d'un certain seuil, augmenter notre consommation d'énergie ne nous rend pas plus heureux... c'est même plutôt le contraire : l'obésité, la dette, la pollution atmosphérique, la perte de cohésion sociale sont des facteurs de stress inutiles...

Les scénarios "zéro carbone" nous montrent qu'on peut utiliser l'énergie dont nous avons besoin à partir d'un bouquet d'énergies renouvelables, géré intelligemment afin de pallier aux intermittences et aux variations saisonnières.

Soyons honnêtes : la transition vers un futur zéro-carbone est le plus grand défi que l'humanité ait eu à relever. Mais, nous n'avons de toute manière pas le choix. Les scénarios nous montrent qu'ils peuvent également être le point de départ d'une nouvelle économie.

REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le Ministère français de l'écologie (MEEDDAT) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, B. Faraco, JP Moussally, K. Gavand et l'équipe de ECO anglais.
ECO français est disponible sur : www.rac-f.org